

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

Cher.e Camarade,

**Ce texte a été élaboré autour de notre Premier secrétaire Olivier Faure par une nouvelle équipe issue de l'ensemble des textes d'orientation de notre précédent congrès.** Nous voulons ainsi rassembler les socialistes et donner à notre parti la stabilité et la continuité dont il a besoin.

Le congrès d'Aubervilliers a permis d'engager la renaissance du Parti socialiste. Deux ans plus tard, beaucoup reste à faire. Les succès des élections municipales montrent que cette renaissance est une réalité, les socialistes sont de nouveau là, au cœur de la gauche et de l'écologie. **Nous devons désormais proposer une alternative et ouvrir un chemin vers l'alternance synonyme de résistance et d'espérance.** Plus que jamais notre rôle est d'exercer le pouvoir pour protéger les citoyens et améliorer la vie de toutes et tous.

**Le PS n'a pas été remplacé, il est bien là, fort de ses militantes et militants qui n'ont jamais lâché prise,** fort de sa vie collective et du travail de sa direction, fort de ses groupes parlementaires qui ont réalisé depuis trois ans un énorme travail d'opposition et de proposition, fort de son ancrage territorial dans toutes nos régions, dans les grandes villes comme dans les petites et le monde rural, dans l'hexagone dans les outre-mer et à l'étranger.

**Nous sommes fiers de ce parcours collectif mais nous sommes aussi humbles et lucides.** Nous connaissons les limites de notre bilan des deux dernières années, ses forces et ses faiblesses. Notre prochaine étape est de redevenir une force crédible de gouvernement.

**Dans un monde qui tremble sur ses bases, menacé par les crises** à répétition, miné par la peur et les inégalités, nous croyons que la justice, le partage et la solidarité sont la seule voie possible, **nous croyons que le socialisme est la bonne réponse** pour résister face aux dangers et faire se lever une nouvelle espérance. La France a besoin d'une autre politique, d'un autre pacte social et démocratique.

**Notre volonté est d'être la force motrice pour la construction d'une alternance à gauche.** Notre ambition est d'exercer le pouvoir en 2022 au cœur d'une majorité qui rassemble toute la gauche et l'écologie.

**Quel est le sens de ce congrès ?**

- **Un congrès d'affirmation de notre identité qui lance l'élaboration collective d'un nouveau projet socialiste.** Dès Villeurbanne nous montrerons, en nous appuyant sur le travail mené par le parti et ses militant.e.s, les groupes parlementaires, et les élus locaux, que nous avons des propositions fortes et crédibles.
- **Un congrès qui confirme le choix du rassemblement de la gauche et de l'écologie** pour réussir l'alternance, et mobilise le parti dans la réussite du printemps de la gauche et de l'écologie.
- **Un congrès qui ouvre le débat sur la refondation du mouvement socialiste,** pour réunir la famille socialiste dans une nouvelle maison des socialistes.
- **Un congrès d'unité qui nous arme pour remporter des victoires,** aux élections régionales et départementales, puis aux élections nationales de 2022.

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

## POUR UN PRINTEMPS DE LA GAUCHE ET DE L'ÉCOLOGIE

### 1 | Répondre aux défis d'un monde en crise et d'une période d'incertitude et d'insécurité généralisées

---

#### Des sociétés sous le choc, des citoyens fragilisés et désorientés

Nous subissons aujourd'hui au moins cinq chocs simultanés : la crise financière de 2008 et ses répliques, les crises climatiques à répétition, le terrorisme et la montée des fondamentalismes, les coups portés par la révolution numérique et le capitalisme des plateformes et la crise sanitaire actuelle qui achève de déstabiliser nos vies.

Ces chocs témoignent d'un effondrement global des capacités de régulation et de sécurisation de nos sociétés qui laisse les citoyens et citoyennes fragilisé-e-s et désorienté-e-s, et installe un climat de peur et d'incertitude généralisées. Ils ne frappent pas seulement les esprits par leurs conséquences directes, mais aussi par le travail de sape sur nos sociétés : fragilisation des protections (du travail, des libertés, de l'intimité), recul de la raison, du libre débat et du vivre-ensemble, paupérisation des États et de l'action publique, fragilisation encore de tous les cadres collectifs de régulation et de coopération.

Les conséquences de ces crises sur les femmes et les hommes sont terribles : montée des violences et des conflits, des migrations contraintes, notamment climatiques ;

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

montée du chômage, de la pauvreté et de la précarité, explosion des injustices et des inégalités, y compris dans les pays développés ; recul de la santé, et parfois de l'espérance de vie, sous la pression des violences mais aussi des pollutions et des maladies chroniques ; repli sur la sphère personnelle et familiale sous la pression de la peur. Tout cela alimente un sentiment d'abandon et de perte de contrôle, nourrit un processus délétère de fragmentation politique, sociale et territoriale. La crise de la Covid-19 a amplifié ces processus en déclenchant une récession mondiale majeure et en accentuant la guerre économique et la confrontation des espaces géopolitiques.

## La France et l'Europe face aux crises

L'Europe n'échappe en rien à ces bouleversements, elle nous protège partiellement et en limite l'impact. Nous mesurons aujourd'hui le caractère crucial de cet espace de solidarité et de coopération, et l'importance de l'euro, pour affronter ces crises globales. L'Europe est néanmoins affaiblie et minée par les populismes et les égoïsmes nationaux. Pour autant, elle tient bon et a su reprendre l'initiative face à la Covid-19.

La France est particulièrement fragilisée. Elle subit plus, que d'autres pays, les conséquences économiques et sociales des crises. Elle paye cash sa désindustrialisation, le trop faible investissement dans l'éducation et la solidarité, son extrême centralisation. Les crises exacerbent les fractures sociales et territoriales mises en lumière par les « gilets jaunes », comme les fractures identitaires et mémorielles. La démocratie est malade de nos institutions construites autour du mythe de l'homme providentiel.

## Une éclaircie dans un ciel d'orage ?

**Sous les coups des crises les dogmes libéraux sautent les uns après les autres :** le libre-échange non régulé est contesté, le pacte de stabilité européen évacué, le démantèlement de la puissance publique ringardisé. Le cadavre bouge encore, et le libéralisme zombie n'a pas dit son dernier mot, mais il nous semble **qu'une fenêtre s'ouvre pour proposer une alternative. Le cœur de la gauche et de l'écologie bat de nouveau, nous sommes les héritiers du combat pour la justice et le partage, seule porte de sortie possible face aux crises.**

## 2 | Ce que sont aujourd'hui les socialistes

---

### La carte d'identité des socialistes

**L'acte fondateur du socialisme est le refus des injustices et l'écoute des souffrances, humaines et sociales.** Être dans le réel et aux côtés des femmes et des hommes est le socle de notre identité et de notre action. Quand le socialisme se replie sur lui-même ou s'enferme dans les institutions, il dépérit. Quand il plonge les racines dans le réel, il garde une capacité à se renouveler et à se relégitimer. Le socialisme ne peut être un conformisme ou un conservatisme, **il est d'abord une révolte contre l'ordre établi et une pensée critique pour construire une alternative.**

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

**Le socialisme est une pensée de l'émancipation individuelle et collective**, qui permet ensemble de reprendre le contrôle de nos vies, et à chacun·e de construire librement son chemin. **L'exigence de justice, la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, le sens du partage et de la solidarité, l'attachement au travail** sont constitutifs de notre identité.

Le socialisme est une fraternité républicaine, un engagement laïc. **Le socialisme porte une approche globale de la personne**, en construisant sa capacité à prendre place dans le monde, à le comprendre et à le transformer. La réponse exclusivement matérielle aux besoins humains, le culte de la performance, de la productivité, la diffusion non maîtrisée des technologies ont alimenté un puissant mouvement de déshumanisation de notre société. Réhumaniser le monde est le fil conducteur de notre action. **Le socialisme est aussi un féminisme** qui se donne comme objectif d'atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes.

**L'originalité et la force du socialisme à gauche, c'est une volonté de faire et l'esprit de responsabilité.** Nous ne sommes ni le parti de la révolution ni le parti de la protestation. Nous sommes à gauche le camp de l'action. Agir en socialistes, c'est accepter les réformes progressives, rechercher le compromis, prendre le risque d'assumer les responsabilités. **Si le socialisme est un réformisme et une culture de gouvernement, il n'est pas un pragmatisme.** Depuis 20 ans, le socialisme français a trop souvent limité ses ambitions, renoncé à faire au nom des contraintes, limité son action à la gestion.

## Socialisme et écologie

Nous ne pouvons plus penser l'humain en-dehors de sa relation de profonde interdépendance avec la nature et les technologies. Nous constatons également chaque jour à quel point inégalités sociales et crises écologiques, et sanitaires, s'alimentent l'une de l'autre. **Être socialiste aujourd'hui, c'est être écologiste et, pour nous, une écologie de progrès s'inscrit dans la filiation des idées et des combats socialistes.**

**La question écologique n'obère en rien les combats socialistes, elle en est simplement un nouveau front.** Sauver la planète n'est pas un horizon politique qui se suffit à lui-même. Nous ne plaçons pas les droits du vivant et de la nature sur le même plan que les droits humains, ce qui reviendrait à rompre avec des siècles d'humanisme.

Le socialisme a su être le mouvement des conquêtes républicaines. Puis celui du bien vivre et de la juste répartition des fruits de l'abondance, malheureusement fondée sur l'exploitation intensive des ressources naturelles et les dérives du productivisme. Ce modèle est désormais dans l'impasse. Le défi auquel nous sommes confrontés est **d'ouvrir un nouveau temps du progrès humain et social et, pour cela, réinventer un socialisme qui intègre pleinement la question écologique.** La crise climatique et la limitation des ressources imposent une nouvelle manière de traduire nos combats pour la justice sociale, la fraternité républicaine, et l'émancipation individuelle et collective. Nous devons construire une nouvelle relation plus harmonieuse avec la nature et le vivant fondée sur deux principes : la sobriété et la dignité, car ce que nous infligeons à la nature et aux animaux dit beaucoup de notre société elle-même.

**L'écologie peut être libérale** quand elle prend le visage de la « croissance verte » ; **elle peut être conservatrice** si elle devient uniquement une pensée de l'adaptation au

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

changement climatique qui renoncerait à toute ambition de transformation sociale. **Une écologie de gauche met en son cœur les principes socialistes de justice et de réduction des inégalités.** Nous sommes également attachés à la **notion de transition écologique** nécessairement progressive, concertée, consentie et démocratique.

## Le retour de la raison et de la délibération, le combat pour l'humanisme, la laïcité et la fraternité républicaine

**Le socialisme est un mouvement permanent de mobilisation de la raison et de la connaissance pour comprendre et expliquer.** Il est donc indissociable du monde intellectuel, éducatif et culturel sur lequel il doit s'appuyer. Écouter / comprendre / agir demeure un triptyque qui fonde la démarche socialiste et qui s'oppose à la pensée populiste qui mobilise la peur, l'émotion et la force.

**Le socialisme est attaché à la laïcité, qui est une éthique du vivre-ensemble, du débat et de la délibération collective.** Il doit s'engager dans un nouveau processus de civilisation pour défendre la liberté d'expression, la valeur du raisonnement, des faits, et le statut de la vérité sans lesquels il n'est plus de démocratie possible.

**Le socialisme est une fraternité et un patriotisme républicain.** Le projet républicain implique une citoyenneté active et une contribution de chacun et chacune à la vie collective, qui relève d'un « vouloir vivre ensemble » au sein d'une communauté unique et non de la cohabitation des communautés d'appartenances ethniques, religieuses, sociales, ou locales. La République est une communauté universelle faite de droits et de devoirs qui valent de la même manière pour tous. Elle doit tenir la promesse d'égalité et être effectivement présente aux côtés de chacun de ces enfants. Cette promesse a été trahie et c'est bien le rôle des socialistes d'en rétablir l'effectivité. Défendre la fraternité implique un discours de vérité sur ce qu'est devenue notre communauté nationale. Oui, la France blanche et très majoritairement catholique qui a vu naître la République a laissé place à une France métissée, multiculturelle et pluri-religieuse. **Nous défendons une laïcité de concorde, et non d'exclusion, pour faire vivre la fraternité dans cette France métissée.**

## Une citoyenneté active, une puissance publique solidaire et protectrice, une action locale, nationale et européenne

**Le socialisme porte le principe de réponses collectives et solidaires qui s'appuient en premier lieu sur la puissance publique,** le rôle de l'État protecteur mais aussi de l'action locale, européenne et la coproduction de l'action publique avec la société. Cela suppose une réaffirmation de la légitimité des services publics, essentiels pour garantir la solidarité humaine et territoriale et relever les défis de la transition écologique et énergétique.

**Le socialisme refuse d'enfermer l'action publique dans les institutions. Il fait de la coopération avec les citoyens et leurs mouvements, syndicats et associations, le cœur de sa méthode politique.** Les citoyens organisés sont à la fois une source d'expertise, de créativité, de légitimité et d'efficacité. La construction des solutions et la mise en œuvre des réformes doivent mobiliser ces énergies. Pour se déployer l'action publique peut s'appuyer aussi bien sur l'État ou les collectivités locales que sur les partenaires sociaux ou le secteur non lucratif, associatif, coopératif et mutualiste.

**Le socialisme est en engagement local. Nous sommes le parti de la décentralisation et de la République des territoires.** Nous sommes fiers d'être un parti d'élus·es et de militants·es engagé·es dans l'action publique locale. Le territoire est le premier niveau pour préparer l'avenir et dans lequel faire vivre citoyenneté et solidarité. L'aspiration à décider au plus proche des citoyens est un très ancien combat démocratique et l'action publique locale a fait preuve de son efficacité et de sa créativité.

**Le socialisme est un engagement européen et universel.** Si la nation reste notre matrice, nous portons des combats universels, planétaires et solidaires. **Nous avons fait de l'Europe notre outil collectif, qui doit devenir celui des citoyens et pas seulement des nations,** pour peser dans le monde, reprendre le contrôle de notre destin et choisir notre modèle de société. **Nous voulons être les moteurs d'une coopération planétaire, d'un multilatéralisme régulateur,** car le choc des blocs géopolitiques ne pourrait mener qu'à la confrontation et parce que nous croyons à la force des liens entre des femmes et des hommes inscrits dans des nations et des cultures différentes mais unis par des combats communs.

### 3 | Vers un nouveau projet socialiste

Dans de nombreux domaines, nous disposons déjà de **propositions abouties**. Certaines sont présentées dans cette motion, donnant ainsi le coup d'envoi d'**un agenda d'affirmation du PS**. Dans d'autres domaines, un travail collectif important reste à mener, notamment dans le cadre de chantiers militants. Ce travail devra déboucher vers un nouveau projet socialiste en septembre 2021.

**Nous ne partons pas de rien**, la préparation de cette motion a été l'occasion de mesurer la **formidable richesse des travaux menés par les socialistes** ; elle n'en rendra compte que de manière très incomplète et nous renvoyons également les militants aux contributions thématiques proposées par les membres de la direction nationale qui serviront de point de départ pour nos travaux futurs. Cette richesse témoigne du travail réalisé par les groupes parlementaires présidés par Valérie Rabault, Patrick Kanner et Sylvie Guillaume, par nos élus locaux, ainsi que par les secrétaires nationaux.

#### 1 - Aux premières victimes de la crise, la solidarité nationale

##### **Proposition n° 1 : Répondre à l'urgence sociale pour les victimes de la crise sanitaire**

- Un plan de soutien à l'hôpital et aux EHPAD ;
- Une revalorisation salariale des premiers de corvée face à la Covid et un fonds d'indemnisation des victimes ;
- Un soutien accru à l'aide alimentaire et un chèque rebond local ;
- Une revalorisation des minima sociaux et des allocations logement, l'extension du RSA aux moins de 25 ans ;
- Pour le logement, une année blanche pour les expulsions et un abondement des fonds solidarité logement des départements ;
- Un plan de soutien au monde associatif copiloté par l'État et les territoires.

##### **Proposition n° 2 : Un bouclier emploi face à la crise**

- Annulation de la réforme de l'assurance chômage ;
- Soutien à la réduction temporaire du temps de travail sans perte

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

de salaire et aux actions « former plutôt que licencier » dans les temps libérés ;

- Apporter aux chômeurs une garantie d'accompagnement en « réarmant » Pôle emploi et les missions locales, en proposant à chaque chômeur une formation ou une insertion par l'activité économique ;
- Généralisation de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée ;
- 100 000 services civiques supplémentaires et 250 000 emplois aidés dans les domaines d'utilité sociale.

### **Proposition n° 3 : Assurer la continuité et la réussite éducative**

- Plan « 1 jeune 1 accompagnement » mobilisant le monde associatif et les collectivités en complément de l'école ;
- Garantir l'égal accès à l'enseignement numérique : fourniture massive d'ordinateurs et de clés 4G ;
- Effort massif de formation des enseignant-e-s à l'utilisation de ces outils numériques.

## **2 - Reprendre le contrôle par la démocratie et les réponses collectives et solidaires**

Il s'agit d'abord de **reprendre le contrôle de notre destin dans un monde brutal et dérégulé**. La mondialisation est devenue conflictuelle, nous ne renonçons pas à nos combats planétaires et universalistes, mais nous portons un regard réaliste sur le monde d'aujourd'hui. Si la France garde une place spécifique dans le monde, **l'Europe doit devenir l'outil de notre souveraineté et de notre projet collectif**. Elle doit permettre de défendre nos emplois, notre environnement et notre modèle de société solidaire. Pour reprendre le contrôle nous devons réguler les échanges et les flux financiers en imposant des règles conformes à nos principes.

### **Proposition n° 4 : Un agenda fiscal européen pour le juste échange et des ressources publiques**

- Contribution carbone aux frontières de l'UE, condition même de la lutte contre le changement climatique et des relocalisations d'activités économiques ;
- Taxe sur les transactions financières ;
- Taxation unitaire des grandes entreprises en fonction de la répartition territoriale des profits liés à leur activité ;
- Harmonisation de l'impôt sur les sociétés au sein de l'UE et passage à la majorité sur ce volet.

**À l'occasion de la préparation du congrès du Parti des socialistes européens, le PS publiera son agenda international et européen.**

**Reprendre le contrôle, c'est aussi définir les biens communs et les services publics essentiels à la population** pour assurer la qualité de vie et répondre aux enjeux sanitaires et écologiques. Ce travail de redéfinition devra s'accompagner d'une réhabilitation et d'une relégitimation des fonctionnaires et de leurs missions.

### **Proposition n° 5 : Une nouvelle approche des biens communs et des services essentiels**

- Inscription dans la Constitution du principe de prévalence du bien

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

commun sur la défense de la liberté d'entreprendre et de la propriété privée ;

- Autoroutes : reprendre le contrôle public des concessions à leur issue ;
- Mettre un terme à la privatisation d'ADP que le RIP a suspendue ;
- Énergie : pour un service public de l'aménagement et de l'exploitation des réseaux de transport et de distribution de l'électricité et du gaz ;
- Encourager le développement des régies publiques, par exemple dans l'eau.

**Reprendre le contrôle sur la révolution numérique**, devenue incontrôlable, qui met aujourd'hui en danger notre démocratie, notre paix civile, notre intimité, mais aussi nos emplois et notre environnement. Jamais dans l'histoire, il n'a été aussi longtemps accepté que des pans entiers de notre vie relèvent presque exclusivement de l'initiative privée, affectant ainsi nos libertés et nos données personnelles. Nous avons besoin d'une approche globale et transversale de ces enjeux. Nous avons besoin de règles collectives pour mettre ces technologies au service de notre projet de société, et non les subir comme l'illustre le débat sur la 5G. Nous voulons faire prévaloir une citoyenneté numérique (universalité de l'accès), une protection des libertés et de la démocratie (interdiction de l'anonymat, par exemple), une maîtrise personnelle et collective des données (refus de leur marchandisation), la protection du travail.

**Reprendre le contrôle, c'est aussi reprendre le cours du projet républicain menacé par ses adversaires et miné par les inégalités.** Notre devoir est celui de la défense intransigeante des principes républicains et de la laïcité contre tous les fondamentalismes, dont le danger islamiste. La République doit tenir toutes ses promesses ; la promesse de sécurité, qui passe aussi par le renouveau de sa justice ; et le principe de fraternité, qui garantit à chacun non pas des droits théoriques mais un égal engagement à ses côtés.

**Le retour de la promesse républicaine**, c'est l'égalité entre les territoires, le retour d'une véritable politique de la ville, des outre-mers, et de soutien aux espaces ruraux ; ce sont des services publics où la lutte contre les inégalités et le rétablissement de l'ascenseur social redeviennent la priorité absolue. C'est aussi une République engagée dans la lutte contre toutes les discriminations et contre le racisme et l'antisémitisme. C'est une République au rendez-vous de l'accueil solidaire des migrant·e·s au sein de l'UE, qui promeut le respect des droits humains et démocratiques en Europe et les fait progresser en France, attentive à l'inclusion et à la citoyenneté des personnes en situation de handicap, et à l'égalité des droits des personnes LGBTI+. C'est enfin une République féministe mobilisée contre les violences faites aux femmes et qui mène des réformes radicales et émancipatrices pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines.

**Reprendre le contrôle, c'est retrouver le sens de l'action collective et de la coopération.** Nous avons besoin d'un pacte de coopération entre l'État, les territoires et les acteurs sociaux, qui décrive une méthode partagée et reconnaisse pleinement la place des syndicats, du monde associatif et du secteur non lucratif. Nous avons aussi besoin d'un pacte de solidarité territoriale pour faire plus pour ceux qui ont moins, dans le monde rural comme dans les quartiers populaires.

## **Proposition n° 6 : La décentralisation jusqu'au bout**

- Définition dans la Constitution des compétences de l'État, les autres relevant dorénavant des collectivités locales ;
- Instaurer un droit élargi à la différenciation, à l'expérimentation et à l'adaptation des normes, tout en renforçant la solidarité entre les territoires par la péréquation ;



# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

- Rétablir l'autonomie fiscale, assurer aux collectivités une visibilité pluriannuelle de leurs ressources, financer un plan de soutien aux investissements dans la transition écologique ;
- Renforcer la démocratie locale : parité vérifiée dans toutes les instances, limitation à 3 du cumul dans le temps des mandats exécutifs locaux, budgets participatifs, conseils citoyens, conseils de développement et référendums locaux ;
- Généraliser le copilotage entre l'État et les régions des établissements régionaux des agences nationales (ADEME, Pôle emploi, BPI...).

**Permettre aux citoyens de reprendre le contrôle de la démocratie est un autre défi collectif.** Nous proposerons un rééquilibrage profond de nos institutions pour renforcer l'initiative citoyenne, ouvrir les fonctions électives et replacer le Parlement au cœur de nos institutions.

### 3 - Un nouvel agenda social écologique pour l'action publique

Il nous faut **réinventer notre gouvernance économique autour des priorités sociales et écologiques**, faire prévaloir la réduction des inégalités, la protection de l'emploi et des salarié-e-s, la préservation des ressources environnementales et la qualité de la vie.

#### **Proposition n° 7 : De nouveaux objectifs et une nouvelle gouvernance pour l'action publique**

- De nouveaux indicateurs pour un autre pilotage de l'action publique : remplacer le PIB par des indicateurs sociaux et d'inégalités, notamment entre femmes et hommes, de bien-être, de qualité de vie et de gestion des ressources environnementales ;
- Au niveau européen, remplacer le pacte de stabilité et les règles du semestre européen par de nouveaux outils de pilotage cohérents avec cette approche ;
- Investir dans la connaissance des inégalités, celle des « capitaux » écologiques, généraliser la comptabilité carbone ;
- Généraliser les études d'impact préalables aux décisions et le suivi transversal de la trajectoire de transition des politiques publiques ;
- Reconnaître le crime d'écocide.

**Nous portons également l'idée d'un État providence social-écologique.** Face à la montée des risques et sinistres environnementaux, le système assurantiel n'est pas suffisant. Comme nous l'avons fait par le passé pour la retraite, les accidents du travail ou la santé, il s'agit désormais de socialiser ces nouveaux risques et d'en assurer une gestion collective pour protéger efficacement tous les citoyens. Cette approche mérite d'être étendue aux risques épidémiques, la crise de la Covid-19 ayant également montré les impasses du système assurantiel. Il convient dans ce cadre d'assurer la réparation des préjudices passés, comme en témoigne le projet de fonds d'indemnisation des victimes du chlordécone et du paraquat à la Guadeloupe et en Martinique.

**Cet État providence social-écologique va de pair avec une approche élargie des questions de santé** remettant au cœur de nos politiques l'universalité de l'accès au soin et la lutte contre les déserts médicaux, la santé mentale, les politiques de prévention et de santé publique, la qualité des milieux de vie (eau, air, sols) et l'évaluation des risques sanitaires (alimentation, produits de santé, environnement, industrie).

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

**Nous appelons à un *Green New Deal* mobilisant le pays et les territoires pour faire rimer transition, mobilisation, investissement, emploi durable et justice sociale.**

**L'agriculture et l'alimentation doivent faire transition vers un modèle de développement soutenable** qui articule accès à une alimentation de qualité pour tous, protection de l'environnement, emploi et rémunération des producteurs, citoyenneté et lien avec le territoire.

**Combiner transition et avenir de l'industrie et de ses emplois est possible.** Les emplois liés à l'industrie sont des emplois qualifiés et de qualité qui sont l'un des socles de notre tissu social. Nous plaçons pour une politique industrielle renouvelée au service de la transition, qui pilote la transformation écologique des filières, fait le pari de l'innovation, de la formation, de la mobilisation des compétences humaines et de la qualité du travail comme leviers de la performance. L'avenir de cette industrie passe par de nouvelles règles de l'échange juste, un soutien public assumé, y compris par l'achat public, et des principes de souveraineté qui protègent nos savoir-faire et garantissent la présence sur le sol européen des activités indispensables pour assurer les services essentiels aux citoyens, notamment dans les domaines de la santé, du numérique et de l'énergie.

**La politique énergétique de la France doit pleinement prendre le tournant des énergies renouvelables** et d'une gestion décentralisée des réseaux. La rénovation énergétique des bâtiments est emblématique de la politique de justice climatique que nous voulons porter, qui réduit les émissions de gaz à effet de serre, crée des emplois et rend du pouvoir d'achat.

## **Proposition n° 8 : La prime pour le climat et rénovation énergétique du bâtiment**

- Principe d'une prime pour tous, dégressive selon les revenus, donnant la priorité aux passoires thermiques et donc aux ménages les plus défavorisés ;
- Principe du reste à charge zéro grâce au préfinancement du solde des travaux par la Banque des territoires ;
- Principes de pilotage et d'accompagnement des particuliers par la puissance publique.

Cette garantie de financement pour tous et de sérieux des travaux est susceptible, enfin, de permettre la massification de la rénovation des logements.

**Le logement est, par nature, un enjeu social, économique et écologique.** Le logement est d'abord un enjeu social et de cohésion qui implique d'agir en faveur du logement social en appliquant pleinement la loi SRU, de permettre à chacun de bénéficier d'un logement décent, de généraliser l'encadrement des loyers dans les zones tendues et de mettre en œuvre une réelle mobilité résidentielle via l'accession, notamment sociale, à la propriété. Le logement est aussi un enjeu écologique à travers la rénovation de l'habitat, mais également des chantiers et des constructions propres et vertueux. Une nouvelle approche du logement doit s'articuler avec la lutte contre l'étalement urbain et l'objectif de zéro artificialisation nette des sols.

Le *Green New Deal* au service de la transition inclut également **une nouvelle approche des mobilités.** Le moment est venu de traiter la question des inégalités face aux mobilités, plus souvent subies que choisies. Il s'agit d'arbitrer entre communication à distance et mobilité, de tenir la promesse de la ville et du territoire du quart d'heure, d'inventer une mobilité intermodale dans tous les territoires et accessible à tous, de

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

renforcer la qualité de l'offre de transport collectif et de faire de la voiture elle-même un outil collectif. La vérité des prix du carbone doit permettre de rééquilibrer rail et route. Nous abordons le rail comme un bien commun, refusons la marche forcée vers l'ouverture à la concurrence, et entendons promouvoir une nouvelle approche du fret et des flux logistiques.

**Les socialistes entendent porter une ambition maritime pour la France, ses territoires littoraux, ses îles et ses outre-mers**, ambition qui articule les enjeux de la protection des océans, de la pêche durable, des industries maritimes, et de la nouvelle économie bleue autour de la valorisation des bioressources et des énergies marines renouvelables.

## 4 - Une société digne : Justice, protection, partage, émancipation

**Le partage, c'est d'abord renouer avec la redistribution et une fiscalité juste.** Notre agenda fiscal pour le juste échange y contribue (proposition n° 4), tout comme la limitation des écarts de salaire dans les entreprises. Mais nous devons aussi refondre la fiscalité des particuliers avec un ISF vert — dont le produit financerait, par exemple, la rénovation énergétique des bâtiments — la fin de la flat tax et la création d'une tranche supérieure de l'impôt sur les revenus.

**Proposition n° 9 : Une société digne doit garantir à chaque citoyen un revenu de base universel** tel que proposé par des départements du gauche. Ce dispositif vise à assurer à toute personne majeure un minimum de 564 euros mensuels versé automatiquement en lieu et place du RSA et de la prime d'activité, de manière dégressive en fonction des revenus de la personne, et de manière inconditionnelle pour rendre effectif l'accès au droit.

**Une société digne sait garantir à toutes les générations une place dans la société**, une citoyenneté pleine et entière, une qualité de vie, et un accompagnement. Nous avons un devoir d'innovation pour affronter le défi du vieillissement et un devoir d'accueil de la jeunesse.

**Proposition n° 10 : Accueillir les jeunes dans la société**

- Un socle contre la précarité : l'ouverture du revenu de base aux 18-25 ans et la généralisation de la garantie jeune ;
- Une aide individuelle à l'émancipation solidaire (AILES) : véritable capital d'entrée dans la citoyenneté d'au moins 20 000 €.
- Un capital formation, c'est-à-dire un droit à un nombre d'années de formation garanti par l'État entre 0 et 25 ans et mobilisable, quand non consommé, pour des reprises d'études ;
- Dans toutes les régions, un pack 15-30 ouvrant des droits sociaux et l'accès à la culture et aux loisirs.

**Une société émancipatrice mène de front le combat laïc et social, et le combat éducatif et culturel.** Le retour des Lumières, telle est notre espérance, suppose le retour des enjeux éducatifs et culturels au premier plan du débat public et des priorités politiques. Culture et éducation populaire doivent redevenir une ligne de front pour libérer la parole et les regards, construire un rapport critique au monde, valoriser la créativité et la liberté d'expression.

**Nous plaçons pour le retour d'une ambition éducative.** Quelles sont les attentes de la société vis-à-vis de l'école ; quelle place donne-t-elle aux enseignants et à tous les passeurs de culture et de savoir ? Au lendemain du drame de Conflans, telle est la question posée. Vision instrumentale de l'éducation, dévalorisation des missions des enseignants, paupérisation de l'école et de l'université ont conduit à un effondrement de la relation entre l'école et la société. Nous réaffirmons la formation de citoyens, l'élévation du niveau de formation, une école inclusive qui accompagne chaque jeune dans la construction de son parcours, et la démocratisation de l'accès aux savoirs comme les principes de notre politique éducative. Pour atteindre ces objectifs, l'école a besoin d'être protégée en promouvant la laïcité et en menant le combat contre toute forme de violence ou de harcèlement. Elle a **besoin d'une reconnaissance et d'une confiance nouvelles dans les enseignants**, et d'un investissement massif dans leur formation initiale et continue. Elle a besoin de coopération entre tous les acteurs de la communauté éducative et de politiques éducatives de territoires. Enfin **l'école, c'est aussi l'enseignement supérieur**, d'abord l'université où le sous-investissement est criant alors que les jeunes prolongent leurs études et que la formation supérieure et la **recherche** sont les investissements-clés pour la réussite de notre avenir collectif.

**Nous défendons la place du travail et du salariat dans la société, refusons le mythe du tous (auto) entrepreneurs.** Le travail reste à nos yeux un cadre essentiel de production de la richesse et du lien social. Les socialistes mènent également le combat de la réduction du temps de travail et de la valorisation citoyenne du temps libéré, mais ces engagements ne s'opposent pas. Nous portons une vision positive de l'entreprise et de l'entrepreneuriat, avec une attention particulière aux TPE-PME, au commerce et à l'artisanat, et à l'économie sociale et solidaire. L'entreprise est un collectif qui repose sur un contrat en son sein et avec la société. Cela légitime une conditionnalité des soutiens publics aux entreprises, en lien avec l'emploi et les enjeux sociaux et écologiques. À nos yeux, la richesse vient d'abord des femmes et des hommes. Le dialogue social, la valorisation des compétences et de la créativité des salariés, l'accès à la formation, la qualité du travail et des conditions de travail sont donc essentiels.

#### **Proposition n° 11 : Vers l'entreprise nouvelle**

- Renforcer la place des salarié-e-s dans l'entreprise et dans les conseils d'administration ;
- Limiter les écarts de salaires dans l'entreprise, financièrement pénalisés au-delà de 12 fois le SMIC, et interdits au-delà de 20 fois ;
- Une double analyse et cotation : financière d'une part ; sociale, sociétale et environnementale d'autre part.

#### **Proposition n°12 : Protéger les travailleurs des plateformes numériques**

- Refus d'un statut hybride entre salarié et travailleur indépendant. Limitation à 5 ans du statut de micro-entrepreneur ; à 18 mois dans les cas de client unique ;
- Plafonnement du nombre de micro-entreprises qu'un donneur d'ordre pourrait mobiliser comme prestataire et rémunération minimale au SMIC horaire ;
- Devoir de vigilance des entreprises mobilisant des indépendant-e-s et responsabilité des donneurs d'ordre ;
- Représentation syndicale des indépendant-e-s et représentativité dans les plateformes qui les mandatent, nécessité d'une convention collective de branche. Ouverture des actions de groupe dans ce champ d'activité.

## 4 | **La résistance a besoin de victoires, l'espérance a besoin d'une voix : les enjeux du printemps de la gauche et de l'écologie**

Au fil des mois, nos idées ont repris de la force et les citoyens expriment de nouvelles attentes à notre égard. **Nous avons devant nous 18 mois avant l'élection présidentielle pour répondre à quatre questions :**

- La gauche et l'écologie font-elles le choix de coopérer et de se rassembler pour réveiller l'intérêt du peuple de gauche et lui donner des raisons de se remettre en mouvement ?
- Sommes-nous capables de faire gagner la résistance face au rouleau compresseur qui menace notre modèle social et nos libertés, d'unir nos forces pour préserver l'essentiel ?
- Saurons-nous réveiller l'espérance, mettre en avant un projet de société, une vision positive et offensive de l'avenir, qui crée de nouveau envie et élan ?
- Saurons-nous faire la preuve de notre capacité à agir concrètement, nous appuyer sur notre culture du faire dans les territoires, assumer notre identité de gauche de gouvernement, pour redevenir une force crédible à qui l'on peut faire de nouveau confiance ?

**Nous avons besoin d'un triple agenda commun.**

**Un agenda de résistance** autour de trois mots d'ordre : reprendre le contrôle, une vie désirable, une société digne. Notre premier défi est d'éviter un effondrement, de retrouver une maîtrise collective de nos choix. Il nous revient de construire l'arc de résistance le plus large possible, ce sont les victoires remportées dans ce cadre qui ouvriront la voie d'une nouvelle espérance.

**Un agenda d'espérance**, qui propose une réponse humaniste et progressiste, qui ouvre la perspective d'un futur désirable. Si écologistes et socialistes proposent des réponses différentes nous sommes convaincus qu'un socialisme sincèrement écologiste et une écologie politique ancrée à gauche sont des partenaires naturels pour construire ensemble un projet politique commun, une dynamique citoyenne et démocratique, un agenda d'espérance.

**Pour le printemps de la gauche et de l'écologie, un agenda politique et électoral.**

**L'effacement du Parti socialiste, nous l'avons connu en 2017. Bien loin de tout effacement, nous sommes aujourd'hui à la fois dans la réaffirmation de l'identité et du projet des socialistes, et dans le choix du rassemblement.**

**Nous avons une responsabilité d'abord vis-à-vis des femmes et des hommes qui attendent de nous des réponses et une espérance nouvelle ;** une responsabilité vis-à-vis du pays lui-même, déchiré par les politiques menées depuis trois ans, fragilisé par les crises à répétition, angoissé par un avenir toujours plus incertain.

Sommes-nous capables les uns comme les autres de faire le constat lucide qu'aucune aventure personnelle ne triomphera de l'élection présidentielle, qu'aucune composante de la gauche et de l'écologie ne soumettra les autres ? **Si projet commun**

# DE LA **RENAISSANCE** À L'**ALTERNANCE**

**Il doit y avoir, il s'abreuvera à toutes les sources de la gauche et de l'écologie, il sera le résultat d'une construction collective nouvelle.**

**Il n'y a plus de force dominante à gauche**, ceux qui revendiquent l'hégémonie se trompent et nous placent dans une impasse. **Il n'y a d'autre voie possible que celle de la coopération.** Dans un système politique où, pour accéder au second tour de la présidentielle comme des législatives, il faut obtenir autour de 20 % des voix, la concurrence généralisée est un suicide collectif, et se décréter unilatéralement rassembleur ou meilleur candidat une illusion. Nous faisons aujourd'hui le pari que les femmes et les hommes lucides et courageux, qui feront le choix de la coopération, l'emporteront sur les fossoyeurs de l'espérance.

**Il ne s'agit pas de fusionner les formations existantes, ni même de simuler une fausse unanimité, il s'agit de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement pour les cinq années qui viennent.**

Pour la première fois depuis 1974, il s'agit de construire une véritable coalition autour d'un projet commun comme nous le faisons ensemble dans les collectivités locales.

**Il s'agit de disposer de la capacité à agir dans le pays, pour le transformer, pour aller au-delà des discours, pour ancrer le changement dans les réalités européennes, nationales et locales !**

**Nous avons besoin d'une démocratie vivante.** Nous avons besoin pour cela de partis politiques actifs et ancrés dans la société, qui assument leurs responsabilités, soutiennent un-e candidat-e et s'engagent au sein d'une coalition. Nous avons besoin d'un Parlement moteur qui retrouve sa place au cœur de notre démocratie. Mais tout cela ne suffit pas.

**La gauche d'après ne se limite pas aux seuls partis politiques**, ce sont aussi les syndicats, les associations, les ONG, l'ensemble du mouvement associatif et non lucratif, les chercheurs et intellectuels, les citoyens engagés dans des causes et dans des combats locaux. **Ce sont toutes ces forces qu'il s'agit de mobiliser pour construire un projet collectif** du « pacte pour le pouvoir de vivre » au « collectif plus jamais ça ». Pour réussir vraiment, nous aurons besoin d'une mobilisation sociale et citoyenne, et d'une mobilisation des territoires.

**Cette dynamique politique et citoyenne, nous l'avons mise en œuvre lors des élections municipales et remporté de grands succès** dans la diversité des chemins d'union qui ont mené à la victoire. Nous devons lui donner une suite lors des prochaines échéances électorales.

**C'est sur la base de cette analyse et de ces convictions que nous proposons un agenda politique et électoral pour le printemps de la gauche et de l'écologie :**

- 1 > Ouvrir le dialogue pour rassembler dans la clarté et la cohérence l'ensemble de l'arc politique de la gauche et de l'écologie, seul chemin possible pour réveiller et mobiliser le peuple de gauche ;
- 2 > Mener ensemble des combats de la résistance face aux dérives libérales et nationales-populistes ;
- 3 > Dès le lendemain des élections locales, organiser la confrontation des projets et des propositions pour construire une plateforme commune pour 2022 ;

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

4 > Aborder les échéances de 2022 autour d'un projet commun, d'un contrat de coalition pour le mandat, et de candidatures communes pour les élections législatives.

## Les socialistes et le rassemblement de la gauche et de l'écologie

**Si notre congrès a bien un sens, c'est celui de confirmer cette stratégie, de donner à la direction ce mandat qu'elle portera en s'appuyant sur la force du vote militant.**

**Le rassemblement de la gauche est l'ADN des socialistes**, c'est le fil conducteur de toute leur histoire, ils n'ont progressé et gagné que quand ils y ont été fidèles. Pendant plusieurs décennies, le « rassemblement » signifiait rassemblement autour des candidats socialistes. **Le temps de l'hégémonie est derrière nous.** Aborder les échéances de demain en gardant des lunettes du passé conduirait à l'échec.

Mais **nous n'avons renoncé à rien**. Notre histoire, notre force militante, notre ancrage local, nos groupes parlementaires, notre capacité de proposition et notre culture de l'action nous donnent tous les atouts **pour être la force motrice du rassemblement, le point d'équilibre de la gauche**. Nous avons en notre sein de nombreux talents et nous espérons qu'une candidature commune pourra être issue de nos rangs. À nous d'être les meilleurs militants du rassemblement, les meilleurs ouvriers du projet commun et les plus crédibles pour diriger le pays. **Notre force viendra de notre action et de nos comportements, pas de la revendication d'un statut que nous avons perdu.**

**Nous avons appris de notre histoire.** Du quinquennat précédent, dont nous avons tiré le bilan, souligné les impasses, mais aussi les réalisations que nous entendons défendre et faire reconnaître. De l'expérience des primaires qui ont montré leurs limites et ne sont plus aujourd'hui la bonne méthode pour faire émerger une candidature de rassemblement. Nous proposons d'y renoncer.

Nous croyons qu'une démarche commune naîtra de la confrontation fraternelle de formations politiques qui auront chacune revisité leur projet et réaffirmé leur identité. **L'affirmation sans le rassemblement, c'est la guerre de tous contre tous. Oui, nous croyons possible de faire rimer affirmation et rassemblement, car on n'accepte de passer contrat avec d'autres que si l'on est sûr de ce que l'on est et de ce que l'on entend défendre.**

## La feuille de route et les combats des socialistes, ici et maintenant

Faire rimer identité et rassemblement, cela implique de mener simultanément l'agenda politique du rassemblement et la feuille de route des socialistes au service de la réaffirmation de leur identité.

**Notre premier devoir, notre premier combat, nous le menons aux côtés des Français-es face à la crise sanitaire et à ses conséquences économiques et sociales.**

**Notre second rendez-vous est celui des élections régionales et départementales de mars 2021.** Il s'agit du grand rendez-vous démocratique du local ; ces élections sont également un test pour le rassemblement de la gauche et de l'écologie. Ce rendez-vous est, enfin, comme le furent les municipales, l'occasion d'affirmer ce que nous sommes, ce qu'est l'ancrage local des socialistes et leur action de proximité.

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

**Notre horizon est celui de la préparation de l'alternance.** À l'occasion de ce congrès, le Parti doit ouvrir un temps d'affirmation de nos positions et de nos propositions. Dès le lendemain du congrès, nous enclencherons notre **agenda d'affirmation autour de temps forts d'expression du parti sur les grands enjeux** auxquels nous sommes confrontés.

Ces temps d'expression nourriront l'élaboration d'un **nouveau projet socialiste** qui devra à la fois actualiser notre pensée et notre identité, et présenter notre vision de l'avenir et nos propositions pour l'Europe et pour le pays.

## 5 | Le parti des socialistes et sa vie militante

L'une des promesses d'Aubervilliers, la transformation de la structure de notre parti est, il faut le reconnaître, inaboutie. **Le changement en profondeur de notre organisation doit se poursuivre** par étapes, sans totem ni tabou, en nous adaptant aux nouvelles demandes de la société. **Quand d'autres prônent la fin des partis politiques, nous réaffirmons notre conviction que des structures partisanes fortes sont la condition d'une vie démocratique riche.** Nous restons fidèles à ce que fut la marque de naissance de notre organisation : représenter le mouvement social à travers une organisation démocratique.

### Combiner la fraternité militante et le recours au numérique

**Un parti de camarades. Voilà ce que nous sommes.** Nous savons que la force de notre organisation est que chacun peut faire entendre sa voix, et que les dirigeants que le parti s'est choisis doivent lui rendre des comptes. Cette démocratie interne, nous devons la préserver à tout prix, tout en la modernisant.

Notre parti est un espace d'émancipation et de bienveillance. Il combat toute forme de racisme, de sexisme ou d'homophobie et s'attache à éradiquer toutes les violences faites aux personnes, notamment à travers des actions de formation. Il poursuit l'objectif d'égalité de représentation des femmes et des hommes en son sein et dans la société.

Nous connaissons l'importance du lien social et les limites du distanciel. Nous devons conforter la fraternité militante qui s'épanouit dans les temps partagés de réflexion et d'action, tout en mobilisant les outils de collaboration à distance pour diversifier les manières de travailler ensemble. **L'adoption du vote électronique est indispensable** pour maintenir notre vie démocratique dans toutes les circonstances et élargir la participation, la crise de la Covid-19 en a cruellement souligné la nécessité. Nous devons accompagner ces mutations d'un plan de mise à niveau et d'équipement des fédérations et de formation de nos camarades.

Si nous voulons utiliser le numérique pour mieux œuvrer ensemble, nous croyons toujours au **travail collectif** dans les sections et les fédérations, et au sein des réseaux et commissions nationales. Nous croyons aussi possible **d'innover** pour constituer des groupes de travail tirés au sort afin d'associer directement les militants aux chantiers programmatiques du parti, ou faire en sorte que chaque secrétaire national-e anime un réseau ouvert aux militantes et militants.



# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

## Une organisation souple, efficace et ouverte

Dans cette évolution du parti que nous appelons de nos vœux, l'essentiel de ce qui fait notre force sera conservé et valorisé : sa structure territoriale, centrée autour des militant·e·s et des sections.

Notre parti est plus faible aujourd'hui qu'en 2017, mais **notre organisation n'a pas véritablement évolué, elle doit désormais s'adapter**. Il nous faut travailler à une meilleure organisation régionale. Beaucoup de fédérations manquent de moyens, elles sont désormais nombreuses à fonctionner grâce à l'énergie militante mais sans permanent·e·s. Développer, sur la base du volontariat, les coopérations et mutualisations à l'échelon régional ou interdépartemental doit permettre de soulager les équipes fédérales et leur permettre de se concentrer sur l'animation politique. Mettre en réseau le siège national, des centres de ressources mutualisées dans les régions et les fédérations, permettra d'être plus efficace. Comptant moins d'élu·e·s et de militant·e·s, **le parti doit aussi sécuriser ses ressources** qui ont beaucoup baissé, ce qui implique la généralisation de la mensualisation des cotisations et du prélèvement automatique.

Nous devons redevenir un parti qui sait accueillir et transmettre. Trop de nouveaux adhérents franchissent nos portes pour aussitôt les refermer. Près d'un nouvel adhérent sur deux ne renouvelle pas sa cotisation : cela n'est plus possible. Il importe que chacun se voie désigné une marraine ou un parrain, qui serait — sur la base du volontariat — un passeur de mémoire mais aussi de camaraderie. **Nous devons aussi soutenir le renouveau de l'action militante des jeunes socialistes.**

## Conforter notre démocratie, élaborer collectivement notre projet, refonder le mouvement socialiste

**Le lancement de notre agenda d'affirmation et de l'élaboration du nouveau projet socialiste doit être l'occasion de donner la parole aux militant·e·s** et de mobiliser toutes les compétences des socialistes. Conventions, colloques, tribunes... : la forme pourra varier et s'adapter aux contraintes liées à la Covid-19 et au calendrier électoral, mais le parti tout entier devra être impliqué pour préparer et réussir ces temps forts.

**Nous mettrons en place un Parlement des secrétaires de section et un Parlement des premiers secrétaires fédéraux** qui superviseront toutes les réformes de notre organisation et seront au cœur de l'élaboration du nouveau projet socialiste.

Sur le chemin qui mène de la renaissance à l'alternance, nous avons besoin de renforcer le Parti socialiste. Si nous voulons être au cœur du rassemblement de la gauche et de l'écologie, si nous voulons être la force motrice de la préparation de l'alternance, **nous devons nous ouvrir sur l'extérieur pour rassembler la famille socialiste.**

**Jamais il n'y a eu autant de socialistes en-dehors du Parti socialiste.** Des dizaines de milliers d'adhérents nous ont quittés en silence parce qu'ils n'ont plus trouvé de sens à poursuivre leur engagement parmi nous. Beaucoup de gens ont de nouveau envie de nous rejoindre. À Blois, beaucoup de jeunes étaient présent·e·s car ils voyaient en nous le parti du rassemblement, mais par nos mots et par nos codes, souvent, nous les effrayons. Nous avons besoin de nous transformer, de réinventer notre parti dont l'architecture a plus de 50 ans, **nous avons besoin dès la rentrée 2021 d'une nouvelle maison commune, 50 ans après Épinay, nous avons besoin d'un nouvel Épinay.**

# DE LA RENAISSANCE À L'ALTERNANCE

**Les 173  
membres  
du Conseil  
national ayant  
parrainé le texte  
d'orientation  
« De la  
renaissance  
à l'alternance »**

Olivier FAURE (77) ; Lounes ADJROUD (92) ; Annick AGUIRRE (33) ; Farid AISSANI (93) ; Anthony ALARCON (30) ; Marie-José ALLEMAND (05) ; Nathalie APPERE (35) ; Samuel ARNAUD (26) ; Michael AURORA (32) ; Nadège AZZAZ (92) ; Laurent BAUMEL (36) ; Frédéric BEAUMONT (975) ; Laurent BEGON (63) ; Béatrice BELLAY (972) ; Tony BENLAHOUCINE (36) ; Alain BERGOUNIOUX (78) ; Olivier BIANCHI (63) ; Michel BISSON (77) ; David BLANCHON (10) ; Florence BLATRIX (01) ; Mathieu BOGROS (03) ; Pascale BOISTARD (80) ; Jean-Christophe BONREPAUX (09) ; Arnaud BORD (30) ; Karim BOUAMRANE (93) ; Mathieu BOURGASSER (59) ; Willy BOURGEOIS (39) ; David BOUSQUET (38) ; Dylan BOUTIFLAT (75) ; Anne BOYER (31) ; Luc BROUSSY (95) ; Hilaire BRUDEY (971) ; Jean BRUNEL (11) ; Gwenegan BUI (29) ; Mani CAMBEFORT (89) ; Carole CANETTE (45) ; Rachel CAPRON (49) ; Rémi CARDON (80) ; Joel CARREIRAS (31) ; Luc CARVOUNAS (94) ; Christophe CAVAILLES (65) ; Bertrand CAVALERIE (12) ; Jean-Benoît CERINO (73) ; Johann CESA (42) ; Marie-Anne CHAPDELAINE (35) ; Jacques CHESNAIS (78) ; Thomas CHEVANDIER (75) ; Jean-Marc CIABRINI (2A) ; Christophe CLERGEAU (44) ; Romain COLAS (91) ; Marie-Anne COLSON (91) ; Alexandra CORDEBARD (75) ; Stéphane CORDIER (28) ; Antoine CORTES (13) ; Guillaume CREPIN (18) ; Yann CROMBECQUE (69) ; Eric DAGUERRE (31) ; Karine DANIEL (44) ; Titouan DAUDIGNON (40) ; Fabrice DE COMARMOND (31) ; Emmanuelle DE GENTILI (2B) ; Marie-Pierre DE LA GONTRIE (75) ; Nathalie DE OLIVEIRA (57) ; Jean-François DEBAT (01) ; Sébastien DENAJA (34) ; Jean DENAT (30) ; Maxime DES GAYETS (75) ; Gilles DETERVILLE (14) ; Dieynaba DIOP (78) ; Vincent DUCHAUSSOY (76) ; Laurent DUPORGE (62) ; Jérôme DURAIN (71) ; Rémi FÉRAUD (75) ; Philippe FINIELS (07) ; Claire FITA (81) ; Christophe FOUILLERE (35) ; Samia GACI (62) ; Franck GAGNAIRE (37) ; Xavier GARCIA (06) ; Caroline GARNIER (53) ; Emmanuelle GAZEL (12) ; Annie GERARDIN (51) ; Jean-Marc GERMAIN (75) ; Abdel GHEZALI (25) ; Violaine GILLET (71) ; Daniel GOLDBERG (93) ; Cécilia GONDARD (99) ; Nathalie GRANDJEAN (11) ; Emmanuel GRÉGOIRE (75) ; Vincent GRENIER (44) ; Olivier GUCKERT (55) ; Jean-Pierre GUERIN (77) ; Sylvie GUILLAUME (69) ; Mathieu HANOTIN (93) ; Thomas HENNEQUIN (02) ; Céline HENQUINET (54) ; Antoine HOME (68) ; Stéphane IBARRA (85) ; Gaëligue JOS (46) ; Virginie JOUVE (33) ; Fabien JOUVÉ (31) ; Pierre JOUVET (26) ; François KALFON (92) ; Bertrand KERN (93) ; Jonathan KIENZLEN (94) ; Mathieu KLEIN (54) ; Samira LAAL (62) ; Marie-France LAFAILLE (973) ; Laurent LAFAYE (87) ; Sandrine LAFFORE (47) ; François LAMY (59) ; Nathalie LANZI (79) ; Emeric LAVITOLA (24) ; Anne LE MOAL (93) ; Annaïg LE MOËL RAFLIK (56) ; Marie LE VERN (76) ; Etienne LEJEUNE (23) ; Catherine LIME-BIFFE (92) ; Loïc LINARES (34) ; Aurélie MAILLOLS (48) ; Nathalie MALMBERG (51) ; Marc MANCEL (75) ; Brigitte MARCINIAC (16) ; Bertrand MASSON (54) ; Sylvain MATHIEU (58) ; Fabrice MATTEUCI (69) ; Nora MEBAREK (13) ; Anne-Laure MONDON (92) ; Mathieu MONOT (93) ; Philippe NAILLET (974) ; Corinne NARASSIGUIN (93) ; Alain NERI (63) ; Yannick OHANESSIAN (13) ; Frédéric ORAIN (41) ; Alexandre OUIZILLE (60) ; Nawel OUMER (75) ; Philippe PAILLA (08) ; Benoît PAYAN (13) ; Anna PIC (50) ; Maxime PICARD (56) ; Charlotte PICARD (57) ; Jérémy PIERRE-NADAL (24) ; Jérémy PINTO (71) ; Claire RABÈS (93) ; Dominique RAIMBOURG (44) ; Vincent RECOULES (81) ; Franck REY (15) ; Pernelle RICHARDOT (67) ; Johanna ROLLAND (44) ; Thomas ROLLER (83) ; David ROS (91) ; Laurence ROSSIGNOL (60) ; Helene ROUCH (31) ; Nicolas ROULY (76) ; Isabelle ROY (75) ; Nicole SAMOUR (52) ; Eric SARGIACOMO (40) ; Roseline SARKISSIAN (77) ; Maxime SAUVAGE (75) ; Gabrielle SIRY (75) ; Eleonore SLAMA (75) ; Sandrine SOLIMAN (81) ; Thierry SUAUD (31) ; Anthony TAILLEFAIT (49) ; Isabelle THIS-SAINT-JEAN (78) ; Sylvine THOMASSIN (93) ; Yannick TRIGANCE (93) ; Thierry TRIJOULET (33) ; Stéphane TROUSSEL (93) ; Boris VALLAUD (40) ; Najat VALLAUD-BELKACEM (69) ; Laurence VALLOIS-ROUET (86) ; Timour VEYRI (27) ; Jean-Claude VILLEMMAIN (60) ; Sébastien VINCINI (31) ; Mireille VOLPATO (24) ; Fatima YADANI (75) ; Gulsen YILDIRIM (87).

**Signez et retrouvez la liste complète des signataires sur :  
[renaissance-alternance.fr](http://renaissance-alternance.fr)**